

5 OCTOBRE 1988, 5 OCTOBRE 2008

# La colère détournée

**Que peut évoquer le 5 Octobre pour un jeune qui, à l'époque, avait 16 ans ? Lorsqu'on pose la question à Sofiane, il répond que, de cette journée, il ne garde pas beaucoup de souvenirs. Lycéen sans problèmes au Lycée El-Mokrani d'El-Biar, il s'est réveillé le 6 octobre à une réalité qu'il appréhendait difficilement à l'époque.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir) -** Ses parents parlaient de révolte, de saccage, de scènes de violence et il était curieux de comprendre ce qui se passait. A El-Biar, le quartier où il résidait, il a découvert pour la première fois des chars et des militaires. Postés dehors, ces militaires ont frappé l'imaginaire de l'adolescent. Il semblait enfin mesurer l'ampleur de ce qui était en train de se passer. Passant outre l'interdiction de sortir, il a sillonné son quartier et s'est même «aventuré» à Ben Aknoun. Devant son lycée, il a rencontré des amis qui ne comprenaient pas qu'il puisse ne pas se sentir concerné par ce qui se passait. Non, répond-il, je me sentais concerné mais dépassé. Tant de violence de part et d'autre l'a déstabilisé. Les récits

que lui font ses amis le laissent sans voix. Des jeunes ont pillé, brûlé. Des policiers leur ont tiré dessus. Sofiane est révolté. Il comprend la haine que peuvent ressentir des jeunes envers les symboles de l'Etat. Sous son air BCBG, il a, lui aussi, beaucoup de griefs contre «le pouvoir».

Ayant appris que ses camarades ont décidé de descendre à Bab-el-Oued, fief de la contestation, il décide de ne pas rester en marge d'un événement qui, visiblement, allait faire basculer l'Algérie. Dans ce quartier mythique, il constate l'ampleur des dégâts. La vision est apocalyptique : des magasins sont brûlés, des débris de verre jonchent le sol. Un vrai décor de guerre. Sofiane qui comprend que «les choses ne seront



Photo : New Presse

plus jamais pareilles» rentre chez lui sans avoir participé à aucune manifestation. Se considère-t-il pour autant comme quelqu'un qui a vécu ces événements ? Sans hésitation, il répond par l'affirmative. «Le 5 Octobre, ce n'est pas juste le fait d'avoir cassé un Monoprix ou un Souk-el-Fellah. C'est plus que ça. C'est un état d'esprit. C'est l'espoir que les

choses changent. C'est la certitude que plus rien ne sera pareil.

Lorsqu'on a 16 ans, on croit au changement. On croit aux révolutions. Moi, j'ai vraiment cru que cette révolte allait changer l'Algérie», dit-il. Vingt années plus tard, que reste-t-il de toutes ses croyances ? «Evaporées !» répond-il désabusé. Sofiane, qui a suivi des études en commerce, est

aujourd'hui cadre dans une multinationale. Marié et financièrement à l'aise, il garde un arrière-goût d'amertume lorsqu'il parle des événements du 5 Octobre 1988. Il pense que, finalement, les choses n'ont pas tellement changé et que la colère des jeunes a finalement été détournée. La démocratie ? Avec un rictus, il répond «mais de quelle démocratie parlez-vous ? Avec des élections truquées, des électeurs qui boudent les urnes et pour couronner le tout un président qui veut modifier la Constitution pour briger un troisième mandat, nous nageons en plein délire. C'est une mascarade dans laquelle chacun est tenu de jouer un rôle». Le 5 Octobre, une «révolution» pour rien ? C'est visiblement ce que pense Sofiane, un adolescent qui a bien mûri mais qui, surtout avec du recul, jette un regard pas du tout optimiste sur l'avenir.

N. I.

## FUSILLADE AU NIVEAU DE LA DGSN La responsabilité des islamistes ?

10 Octobre 88. La capitale est en pleine ébullition. Les émeutes durent depuis cinq jours. Les islamistes, jusque-là totalement en marge de la «révolte», tentent de récupérer le mouvement. Ils appellent à une marche sur Bab-el-Oued. Place Ouanouri-Mohamed, à quelques mètres de la DGSN, tirs de feu. Panique générale. Parmi les victimes, un rédacteur de presse. Sid Ali Benmechiche, journaliste à l'APS (Algérie presse service), tué par une balle perdue.

Il est 14h30min. La marche à laquelle ont appelé les activistes islamistes, à leur tête Ali Benhadj, a démarré depuis la mosquée de Ruisseau (les Annassers). Objectif : récupérer le mouvement de révolte des jeunes et se placer en alternative. Selon des témoignages, il n'y a pas eu d'unanimité entre les dirigeants islamistes quant à «l'opportunité et la nécessité d'organiser une marche sur Bab-el-Oued.» «Cheikh Sahnouni de la Rabita avait signifié aux organisateurs son refus de prendre part à la manifestation tout en les invitant à procéder à son annulation», souligne-t-on. Refus catégorique des radicaux. La manifestation est maintenue.

Le mot d'ordre a fait le tour de la capitale depuis l'aube. Des appels ont été lancés dans plusieurs mosquées de la capitale, notamment celles des quartiers populaires. La manifestation a été entamée après la prière du Dohr. Destination : la mosquée Sunna de Bab-el-Oued. Les activistes islamistes ne veulent pas rater l'occasion. Ils veulent créer l'événement en ce cinquième jour des émeutes d'Octobre 88. Il est 14h45min. Les manifestants se trouvent à la sortie de la place des Martyrs. Dans quelques minutes, ils vont longer le boulevard Ben-Boulaïd. Le siège de la DGSN constitue un passage obligé. Celui-ci se trouve au niveau de la place Ouanouri-Mohamed, à quelques encablures du lycée Emir-Abdelkader.

Le siège de la Sûreté nationale

est quadrillé par l'armée. La tension monte d'un cran. Soudain, un coup de feu. Une première balle, et une fusillade éclate. Le feu est partout. La panique est générale. Les premières victimes sont à terre. Parmi elles, un journaliste. Il s'agit de Sid Ali Benmechiche, exerçant à l'APS. Le reporter en charge de couvrir la manifestation se trouvait en tête de la manifestation depuis son début. Une balle perdue l'a atteint mortellement. Selon des sources, ils sont au moins cinq personnes à avoir trouvé la mort lors de cette fusillade. Les blessés, quant à eux, se comptent par dizaines. Les islamistes en tirent les dividendes. Ils se présentent en victimes. C'est le début de la récupération du mouvement d'Octobre. Moins d'une année, le parti dissous voit le jour. Vingt années après, certains habitants du quartier, rencontrés sur les lieux, se rappellent cette triste journée. «On ne s'attendait pas à cette tragédie. C'est à cet endroit où est tombé le journaliste. Au départ, on croyait qu'il s'agissait d'un journaliste étranger.» Les journalistes étrangers, faut-il le rappeler, étaient nombreux à faire le déplacement à Alger pour couvrir la révolte d'Octobre 1988. Le journaliste algérien n'a pas été identifié sur place. On ne connaissait pas son nom. Ce n'est que quelques heures plus tard qu'on a réussi à identifier la victime. Ceci étant, dans les conclusions d'un rapport publié le 19 novembre 1988, la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (LADDH) a rappelé aux autorités judiciaires «le droit des familles des personnes décédées de mort violente de faire procéder aux autopsies des corps». «La famille du journaliste de l'APS, Sid-Ali Benmechiche, a fait une demande en ce sens et n'a pu l'obtenir malgré les assurances de plusieurs hauts responsables, dont au moins deux ministres», rappelle l'auteur et journaliste Abed Charef dans *Algérie 88, un chahut de gamins* ?

Abder Bettache

## LES JEUNES ET LES ÉVÉNEMENTS D'OCTOBRE 1988

# Une date symbole en voie de disparition de la mémoire collective

**Ils ont entre 18 et 24 ans. Lycéens, étudiants à l'université ou chômeurs, ils parlent des événements du 5 Octobre 1988. Il y a vingt ans, certains n'étaient pas encore nés. D'autres trop jeunes pour s'en souvenir. Mais que savent-ils réellement de ces manifestations ? Que représente cette date pour eux ? Que leur a-t-on raconté ? De simples questions que nous leur avons posées, histoire de savoir, si 20 ans après les tragiques événements les jeunes continuent de perpétuer le souvenir de la «méorable» révolte de leurs aînés.**

**Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) -** «Je sais surtout que cette année-là (1988), il y avait des problèmes entre les politiques et le peuple et qui ont conduit à un soulèvement populaire et des émeutes», répond innocemment Amina. Hormis cette laconique phrase, cette lycéenne avoue ne rien connaître de cette date en dépit «des explications de mon père où il nous arrive d'en débattre en famille». Souvent, c'est un documentaire sur l'Algérie diffusé sur une chaîne de télévision étrangère qui provoque le débat «intergénérationnel» dans cette famille d'intellectuels. Mais le débat reste confiné dans les murs du salon de la maison familiale puisque reconnaît Amina «les événements d'Octobre 1988 ne constituent nullement le sujet de mes discussions avec mes amies ou camarades de classe». Un aveu que confirment sans équivoque la plupart de ses congénères. Hamid, Mourad, Riad et Salim sont tous d'accord pour dire que «l'amère réalité de notre vécu ne nous laisse pas le temps de parler histoire encore moins de politique».

Ces jeunes d'un quartier populaire d'Alger se retrouvent souvent pour palabrer. De tout et de rien et «ni dans ce tout encore moins dans ce rien, la politique trouve une place», tranche Hamid, l'aîné de la groupie, un chômeur dépit. Force est de constater malheureusement qu'un fossé de plus en plus profond se creuse entre la génération 1988 et celle des années 2000. Et à la terrible quinzaine noire de terrorisme, s'ajoute le rôle de désinformation des médias lourds plus particulièrement l'unique chaîne de télévision publique. Celle-ci se contente d'évoquer succinctement cette page de l'histoire récente de l'Algérie, vraisemblablement par acquit de conscience envers les centaines de victimes tombées lors de ces tragiques événements. Relégués sciemment dans l'oubli. Vingt ans plus tard, l'ENTV et par ricochet le pouvoir continuent de tourner le dos à tous les événements qui remettent en cause la légitimité d'un régime ou qui marquent l'échec d'une politique gouvernementale. Une stratégie qui semble fonctionner parfaitement puisque le souvenir d'Octobre 1988 tombe dans l'oubli

chaque année un peu plus. Les jeunes, aujourd'hui, ne savent pratiquement rien de ces tragiques événements et Amina, Hamid, Mourad, Riad et Salim illustrent parfaitement cet état de fait au demeurant préjudiciable à la mémoire collective. Mais la machine ne semble pas fonctionner, et heureusement d'ailleurs, avec d'autres jeunes. Karim avait quatre ans au moment des faits. «L'image d'une foule déchaînée qui pillait les magasins des Galeries algériennes à El-Harrach est restée gravée dans ma mémoire», témoigne-t-il d'embellie. C'est cette même image que nous retrouverons dans toutes les villes d'Algérie lors des manifestations. Avec le recul «je compris que le peuple avait faim», note ce diplômé en informatique de gestion employé dans une entreprise privée.

### «Continuité d'un régime»

Si pour certains, Octobre 1988 a marqué une nouvelle étape au plan politique, économique et social de l'Algérie, Karim, lui, refuse d'adhérer à cette théorie et surtout de parler d'«acquis d'Octobre 1988». «De quelle ouverture démocratique parle-t-on ? A qui veut-on faire croire qu'il y a eu après Octobre 1988, un pluralisme politique ?». Pour lui, ces événements sont un coup monté par le pouvoir de l'époque. «De pluralisme politique, le pouvoir a créé des partis pour identifier les opposants, avoir un œil sur eux et mieux les dompter. Et d'acquis démocratique, nous avons un champ audiovisuel toujours fermé et une kyrielle de quotidiens dits «indépendants» qui ne sont là que pour faire passer les messages propagandistes du pouvoir», regrette Karim avant d'ajouter : «Les jeunes, eux, ne pensent qu'à fuir le pays car ils ont compris qu'ils ne peuvent pas compter sur l'Etat pour s'en sortir». Résultat des courses : marasme social, pauvreté, cherté de la vie, chômage et harraga à l'appel. En somme, «tous les ingrédients sont réunis pour provoquer un deuxième 5 Octobre», soutient-il. Un avis qu'il partage avec Rachida, sa collègue de travail qui pense, elle, que l'Etat continue d'ignorer le peuple et fait semblant de ne pas comprendre les jeunes d'aujourd'hui qui ont «des idées universelles, sont ouverts sur le monde et veulent tout simplement vivre comme les autres jeunes des autres pays». Plus fataliste, Karim estime que «les événements d'Octobre ont assuré la continuité du régime». Il relève néanmoins que «vingt ans après le 5 Octobre 1988, certains aspects ont changé. Les députés touchent désormais 30 briques et la situation du simple citoyen algérien continue d'aller de mal en pis».

L. M.